

La retraite à points, c'est toujours NON !



Edouard Philippe l'a dit : sa « détermination » « est totale sur la création de ce régime universel et sur la nécessité de faire prévaloir l'équilibre du système futur et la remise à l'équilibre du système actuel ». Le gouvernement ne lâche rien. Ce gouvernement refuse d'écouter toutes les personnes mobilisées dans la grève et dans la rue depuis le 5 décembre.

Ce qu'il essaie de faire, c'est une tambouille infâme pour montrer qu'il convertira au mieux les droits acquis par les cheminot-es, agent-es de la RATP et fonctionnaires dans le nouveau système. Il ne veut céder ni sur l'âge de départ, ni sur une augmentation de la durée de cotisation dès maintenant, ni sur le calcul de la pension sur toutes les (mauvaises) années, ni sur le fond du système.

Nous n'en voulons pas !

- Il faut le retrait parce que le système à points est fait pour établir une régulation qui permet l'augmentation de la durée du travail et la baisse des pensions.
- Et quant à l'équilibre actuel (qui est quasiment assuré) et futur de la retraite, c'est de la hausse des ressources qu'il faut discuter : c'est à dire des cotisations patronales et les revenus qui ne cotisent pas aujourd'hui.
- Ils veulent amadouer (bien mal) certains secteurs alors que tous et toutes les salariées vont y perdre.

Et on ne peut pas faire confiance à ces gens-là !

- Ils ont donné des responsabilités à Delevoye qui n'a même pas respecté les règles auxquelles lui-même devait se soumettre.
- Ils travaillent tous-tes en sous-main avec les milieux financiers qui n'ont qu'une volonté, développer la capitali-

sation (à la marge d'abord). Ce qui sera possible puisque la loi Pacte va encourager les entreprises à mettre en place des plans de capitalisation et que la baisse des pensions va encourager tous-tes ceux qui le peuvent à y recourir.

Le gouvernement continue à nous mentir

- Non les femmes ne sont pas gagnantes, elles perdent des trimestres de cotisation pour chaque enfant au profit de pourcentages de points incertains, dont il n'est pas sûr qu'ils seront pour elles.
- Non les femmes ne sont pas gagnantes, elles ne pourraient pas toucher de pension de reversion avant 62 ans et si elles divorcent, elles perdront tout bénéfice des pensions de réversion.
- Non les femmes et les travailleurs précaires ne sont pas gagnant-es, toute leur carrière va compter et le minimum de pension à 1 000 euros brut, à condition d'avoir une carrière complète, n'est pas suffisant pour vivre.
- Le gouvernement a déjà inscrit dans la loi de 2003 l'augmentation du minimum de pension à 85 % du SMIC, il pourrait l'appliquer dès aujourd'hui.
- Ils disent vouloir augmenter les salaires... qu'ils le fassent et qu'ils augmentent le SMIC auquel ils viennent de refuser un « coup de pouce ». Augmenter les salaires n'a rien à voir avec le système qu'ils veulent mettre en place.
- Ils font croire qu'ils passent leur temps à dialoguer avec les organisations syndicales alors qu'ils répètent en boucle les mêmes choses.

Le retrait doit être total, Notre détermination est totale



Union
syndicale
Solidaires

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
01 58 39 30 20 contact@solidaires.org www.solidaires.org
fb @USolidaires twitter @UnionSolidaires

